Jorg Peltzer, *Canon Law, Careers and Conquest. Episcopal Elections in Normandy and Greater Anjou, c. 1140-c.1230*

Cambridge Studies in Medieval Life and Thought: Fourth Series,
Cambridge University Press, 2008

Bernard Merdrignac

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/124>

DOI : 10.4000/abpo.124

ISBN : 978-2-7535-1514-7

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

Pagination : 231-233

ISBN : 978-2-7535-0941-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Bernard Merdrignac, « Jorg Peltzer, *Canon Law, Careers and Conquest. Episcopal Elections in Normandy and Greater Anjou, c. 1140-c.1230* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 116-2 | 2009, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/124> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.124>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Presses universitaires de Rennes

Jorg Peltzer, *Canon Law, Careers and Conquest. Episcopal Elections in Normandy and Greater Anjou, c.1140-c.1230*

Cambridge Studies in Medieval Life and Thought: Fourth Series,
Cambridge University Press, 2008

Bernard Merdrignac

RÉFÉRENCE

Cambridge Studies in Medieval Life and Thought: Fourth Series, Cambridge University Press

- 1 Issu d'une thèse de D.Phil. entreprise par l'auteur à l'université d'Oxford (1999), l'ouvrage de Jorg Peltzer analyse les élections épiscopales durant le XII^e-XIII^e siècles en Normandie et en « grand » Anjou (« *Greater Anjou* »). En effet, bien avant la conquête de la Normandie par Geoffroy Plantagenêt (1135-1136), les comtes d'Anjou avaient ajouté la Touraine (1040) et le Maine (1110) à leur comté, prenant ainsi le contrôle de l'archevêché de Tours et deux de ses suffragants (Le Mans et Angers). C'est pourquoi la situation des évêchés bretons disputés entre Dol et Tours ne se voit attribuer que la portion congrue dans cet ouvrage.
- 2 Sur cet arrière plan géopolitique, dans le contexte de la rivalité entre Plantagenêts et Capétiens, l'analyse minutieuse des élections épiscopales permet de suivre, entre 1140 et 1230, les relations entre pouvoirs laïques et pouvoirs ecclésiastiques, en période de stabilité comme en temps de crise : rivalités internes entre groupes d'influence dans l'aristocratie locale ; impact de l'autorité royale ; influence de la conquête capétienne sur les structures locales. L'auteur entreprend de confronter la théorie et la pratique en adoptant un plan limpide qui facilitera une utilisation commode de l'ouvrage :

« Théorie électorale » ; « pratique électorale en Normandie » ; « pratique électorale en “grand Anjou” » ; « l’épiscopat en Normandie et en “grand Anjou” » ; « l’impact de la conquête capétienne (1204-1206) ». En appendices, le lecteur trouvera de précieuses listes épiscopales et une note érudite qui date du 23 février 1156 (et non du 25 avril 1156) la lettre d’Adrien IV « *Causa super controversia* » dans laquelle le pape dénonçait les prétentions d’Henri II à placer son candidat sur le siège épiscopal d’Angers en vertu des anciennes coutumes. L’importante bibliographie qui complète l’ouvrage a été soigneusement actualisée et comporte, entre autres, le volume de J.-M. Matz et F. Comte, sur le *Diocèse d’Angers (Fasti Ecclesiae Gallicanae, VII, Brepols, 2003)*. De même, on relève la mention d’un article de P. Montaubin sur les collations pontificales dans le diocèse de Chartres, ce qui rend d’autant plus étonnante l’absence de l’article de ce chercheur sur « Les chapitres cathédraux séculiers de Normandie et la centralisation pontificale au XIII^e siècle », dans S. Lemagnen (éd.), *Chapitres et cathédrales en Normandie. Actes du XXXI^e congrès des sociétés historiques et archéologiques de Normandie Mortagne-au-Perche 16-20 oct. 1996*, Caen, 1997, p. 253-272. La thèse du même auteur sur *Le gouvernement de la grâce. La politique bénéficiale des papes au XIII^e siècle dans la moitié nord du royaume de France soutenue en 1999* sous la direction de P. Toubert et dont la publication est attendue dans la Bibliothèque des Écoles Françaises d’Athènes et de Rome ne se relève pas parmi les « thèses inédites » (« *unpublished theses* ») auxquelles se réfère ici l’A. Enfin, sauf erreur, le manuel classique de Gabriel Le Bras sur les *Institutions ecclésiastiques de la Chrétienté médiévale*, Paris, 1959-1964 (2 vol.) ne figure pas non plus dans cette bibliographie, comme on serait en droit de s’y attendre.

- 3 Le premier chapitre consacré à l’exposé de la « théorie électorale » constitue une excellente mise à jour appelée à rendre bien des services. L’A. prend ici pour fil conducteur la *Summa de electione* rédigée par Bernard de Pavie (vers 1179) pour récapituler les trois aspects dans ces élections : le pouvoir de voter, la compétence de l’élu et enfin la procédure électorale. Les divers modes d’élection (scrutin, unanimité, compromis) sont ainsi passés en revue. Est-il nécessaire de rappeler au passage que le principe de la *major et sanior pars* est passé directement des assemblées ecclésiastiques aux assemblées municipales et que le principe *quod omnes tangit ab omnibus tractari et approbari debet* a eu une influence encore plus déterminante sur l’avènement de la démocratie représentative ? Une minutieuse enquête dans les catalogues de manuscrits atteste qu’aussi bien en Anjou qu’en Normandie, de plus en plus d’ecclésiastiques avaient connaissance des décisions conciliaires et suivaient les développements du droit canon. Celui-ci était étudié dans les écoles fréquentées par les membres du haut clergé dont certains étaient ensuite à même de compiler de nouvelles collections de décrétales. Dans un second temps (entre 1180 et 1230), les canonistes normands ont même apporté leur contribution à l’approfondissement du droit ecclésiastique et l’épiscopat s’adressait directement à Rome pour résoudre les situations les plus complexes.
- 4 L’application de la théorie à la pratique dans les métropoles de Rouen et de Tours aboutit tout au long du XII^e siècle à instaurer finalement les chapitres cathédraux comme corps électoral exclusif dans le contexte du passage du pouvoir plantagenêt au pouvoir capétien. La reconstitution des profils de carrière des candidats à l’épiscopat, au cas par cas, diocèse par diocèse, permet de mettre au jour les réseaux d’influence dans lesquels interfèrent l’aristocratie locale, la papauté et la royauté. Exemple de ce point de vue, l’enquête initiée en 1207 par Philippe-Auguste a pour objet de vérifier

dans quelle mesure il revenait au roi d'intervenir dans une élection épiscopale en Normandie. Un précédent semblait fourni par l'intervention d'Henri II dans l'élection par compromis de Gautier de Coutances (1183) sur le siège archiépiscopal de Rouen à l'encontre du candidat du chapitre dans la mesure où elle ne semblait pas avoir suscité de réserves de la part des canonistes. Toutefois, désormais, la donne a changé : les canonistes estiment que les notions de *voluntas/consensus/assensus* n'impliquent plus le droit pour le roi de choisir le titulaire. À présent, celui-ci n'a plus que la possibilité d'entériner après coup une élection, dans la mesure où le chapitre le lui demande. Par contre, en « grand » Anjou où les élections archiépiscopales sont aux mains d'un réseau de chanoines liés aux familles nobles locales, les rivalités entre comte d'Anjou, comte de Blois et roi de France ont permis à l'archevêque de s'affranchir de leur contrôle. Si Henri II parvient à s'ingérer dans le processus électoral au siège d'Angers, les Plantagenêts n'ont jamais la possibilité d'intervenir directement dans les élections archiépiscopales qui sont l'affaire exclusive du chapitre cathédral de Tours. Sauf exception, de 1174 jusqu'en 1208 au moins, les réseaux locaux internes au chapitre prévalent sur les influences extérieures.

- 5 Sans doute les lecteurs des *ABPO* seront-ils intéressés par les rares – mais pertinentes – analyses que l'auteur consacre aux ultimes soubresauts de la querelle métropolitaine doloise. Doyen d'Avranches à partir du début des années 1160 jusqu'à son élection sur le siège cathédral de Dol (1177), l'italien Roland avait sans doute acquis sa formation en droit canon avant d'arriver à Avranches. Ses prétentions métropolitaines sont soutenues par Henri II qui lance une enquête par tourbe sur les droits de Dol (1181) face à l'archevêque de Tours Barthélémy, alors que ce dernier bénéficie de l'appui de Philippe Auguste, patron de sa cathédrale. Promu cardinal diacre de S. Maria in Portico, Roland († 1187) est bien placé pour faire progresser sa cause en curie sous le pontificat de Lucius III († 1185). Après le décès du pape, l'affaire se tasse durant une quinzaine d'années. À la différence d'Henri II, Richard ne soutient pas la cause doloise si bien que la question est réglée, comme chacun sait, en faveur de Tours par Innocent III en 1199, alors que le Capétien offre à Richard de lui céder le patronage de la cathédrale de Tours. Mais la mort du Plantagenêt empêche la ratification du traité. Ultérieurement, l'élection au siège archiépiscopal de Geoffroy du Ludé (1206-1208) manifeste le poids des adversaires de Jean sans Terre, partisans de son neveu Arthur de Bretagne († 1203) qui se retrouvent encore derrière la candidature en 1208 de Robert de Vitry (écarté toutefois au bénéfice de Jean de Faye, *consanguineus* d'Aliénor d'Aquitaine).
- 6 En définitive, prévaut dès lors en Normandie comme dans le « grand » Anjou la doctrine pontificale exposée par Innocent III dans une lettre à Étienne Langton (1209). La *licentia eligendi* conférée au pouvoir laïque se définit comme le droit d'autoriser l'élection, et non plus de désigner un candidat. Les réactions de Jean sans Terre pour préserver les prérogatives royales n'aboutissent pas ; quant à Philippe-Auguste il évite d'affronter la papauté sur ce terrain de la *libertas ecclesiae*, d'autant que la nouvelle procédure électorale n'est pas incompatible avec l'exigence d'une absolue loyauté de la part du chapitre et de l'évêque.